

Jeudi 17/11/2023 / Causerie : une Europe plus verte et plus juste, comment et pourquoi ?

Catherine Trautmann, présidente du Relais Culture Europe

Tiffany Fukuma, directrice générale du réseau européen Trans Europe Halles

Tiffany Fukuma :

Bonsoir de nouveau et merci d'assister avec nous à cette conversation que j'ai l'honneur de modérer avec Madame Catherine Trautmann.

Catherine Trautmann, vous êtes originaire de Strasbourg, près d'ici, une ville dont vous avez été mairesse. Vous êtes ancienne députée du Bas-Rhin. Vous avez été secrétaire d'Etat en charge des personnes âgées et handicapées. Ministre de la Culture et de la Communication, c'est sous votre mandat que le palais de Tokyo a ouvert ses portes, vous avez porté une réforme audacieuse de l'audiovisuel public. Vous avez été porte-parole du gouvernement, députée européenne, la première présidente de l'Institut des Villes également. Vous êtes actuellement présidente du Relais Culture Europe, et c'est à ce titre que vous êtes là aujourd'hui. Présidente du fond audiovisuel Eurimages et, j'ai appris aujourd'hui ce qui me touche particulièrement en tant que citoyenne franco-japonaise, présidente du centre européen d'études japonaises d'Alsace et du musée européen du manga et de l'animé. C'est difficile de comprendre s'il y a quelque chose que vous n'avez pas encore fait. J'imagine que si vous ne l'avez pas encore fait, c'est en projet connaissant votre tempérament.

Mais je voudrais commencer, peut-être, par évoquer votre grande carrière de députée européenne puisque je suis représentante d'un réseau européen et nous sommes ici à l'invitation d'un réseau qui est également un réseau européen. Vous êtes une européenne convaincue Catherine Trautmann et une femme de culture, je vais donc essayer de vous faire parler pour ma paroisse et puis pour celle de l'Association des Centres culturels de rencontre. On est à un moment tout de même un peu critique où on voit de nombreux acteurs nationaux, ou du moins nous on le voit à notre niveau, se tourner vers les fonds européens, les fonds structurels ou les fonds de coopération européens en raison de la baisse des fonds publics nationaux pour la culture et pour le patrimoine.

A votre sens, quel est le rôle de l'Europe, le rôle des réseaux tels que l'Association des Centres culturels de rencontre ou tel que le réseau des friches Trans Europe Halles à un moment où on voit que les démocraties européennes sont fragilisées - on est à quelques mois d'élections parlementaires qui nous font tous un petit peu peur - et lorsque, par exemple, la DG culture de l'Union européenne nous annonce une baisse possible de 40 millions d'euros du programme d'Europe créative que nous connaissons tous ici.

Catherine Trautmann :

Merci. Merci d'abord de m'avoir conviée à cette rencontre anniversaire, j'en suis ravie. Et je vous remercie pour cette question. Je vais peut-être rebondir et faire la transition, si vous me le permettez, avec la table ronde [Patrimoines & création face au défi économique] qui précède pour faire peut-être une remarque et une proposition qui illustrera, au fond, l'endroit d'où je parle et pourquoi je cumule à la fois des projets concrets et en même temps aussi des rôles d'expert indépendant, ce que je fais dans les transports, ou au contraire finalement un rôle un petit peu de conducteur de délibérations collectives dans le sein d'Eurimages où nous avons 39 pays représentés.

Cette expérience est large et, vous l'avez dit, l'expérience au parlement européen l'a été particulièrement. Et en y réfléchissant et en écoutant les uns et les autres et en reprenant les calendriers de création des Centres de rencontre, y compris de toutes ces étapes, y compris de mon passage dans ce fameux ministère - dont j'ai pas toujours gardé de meilleurs souvenirs je dois vous l'avouer, c'était quand même un petit peu compliqué - j'ai quand même rencontré là beaucoup de conservatisme aussi pour certaines des réformes que je faisais ou que je souhaitais engager mais beaucoup de coopération notamment des DRAC.

Notamment la mise en place, en tout cas la vivification du conseil des collectivités territoriales parce que je pensais qu'il fallait faire se rejoindre, dans un moment de déconcentration de la politique de l'Etat, la possibilité d'installer, d'instaurer en quelque sorte une durabilité des relations. On parlait de confiance entre les institutions culturelles, les acteurs culturels et les collectivités territoriales puisqu'on avait un débat à ce moment-là qui était d'avoir un peu des collectivités territoriales qui voulaient avoir un retour comme on le disait n'est-ce pas, le retour sur la subvention qu'elles versaient.

Or, le premier point de vue c'est de dire qu'il faut considérer un Centre de rencontre ou n'importe quelle compagnie de théâtre, de danse ou un musée peu importe comme une œuvre. Moi, j'ai toujours considéré que c'était une œuvre, c'est-à-dire qu'elle est conduite par un pilote et par une équipe. Et c'est vrai aussi pour des structures plus associatives où on a un "produit", excusez-moi l'expression, un produit qui émane d'un collectif. Et ce qui me paraît important aujourd'hui dans une période de transition écologique, économique et sociale c'est précisément de s'interroger sur nos pratiques et sur la manière dont on peut se regarder nous-mêmes.

Je suis venue ici avec curiosité, me souvenant de ce que disait Régis Debray sur le patrimoine quand il avait écrit qu'il fallait éviter l'abus monumental, je me disais en même temps et je revenais à Walter Benjamin « Continuer comme avant, voilà la catastrophe ». Et je pense que ce n'est pas les propos apocalyptiques qui me paraissent catastrophiques, ils le sont certes, mais c'est de ne pas savoir comment agir et de continuer d'avoir de vieilles recettes

pour aborder les défis du moment qui sont la citoyenneté, en même temps que la transition climatique, etc.

La remarque c'est que, par rapport à votre table ronde économique, je pense qu'il faut arriver, alors j'essaye mais j'ai un peu de mal, à changer de logiciel dans la définition de ce qu'on appelle l'impact économique et social. J'essaye de le faire comprendre à la commission européenne parce que, dans les pays nordiques, nous avons aujourd'hui une approche qui intègre dans l'impact économique et social la dimension d'investissement immatériel, les logements, les mobilités, la culture, etc. Et donc ce que j'entendais tout à l'heure sur le sentiment d'abandon dans la ruralité, typiquement si on prend l'approche que je rencontre en Finlande ou au Danemark, il n'y a pas d'abandon, il n'y a pas de territoires abandonnés. Le territoire est regardé dans toutes ses fonctionnalités pour pouvoir être analysé. Nous devons changer d'approche et de culture économique. Et c'est aussi aux acteurs qui le produisent ce contexte-là de le démonter et de le porter. Ça c'est pour l'observation.

La proposition. Vous êtes des Centres culturels de rencontre, très bien. Mais vous avez des bâtiments historiques, vous avez souvent, on l'a dit, un environnement paysager, vous êtes engagés sur la préservation de la nature et de la biodiversité et vous avez en même temps cette possibilité de faire se rencontrer ces préoccupations de transition écologique et des créateurs, des scientifiques, bref un débat aussi citoyen et public. Alors moi je vous propose la chose suivante parce que je suis venue ici en me disant : quel est leur projet ? J'ai passé une petite journée avec vous, j'ai pas compris où était votre projet, excusez-moi de vous le dire, je vais pas faire ma vieille ancienne ministre c'est pas ça, mais je me suis dit avec quoi est-ce que je repars. Alors je vous fait une proposition : c'est de vous considérer comme des centres culturels de ressource parce que vous produisez des ressources et que ces ressources sont une valeur immatérielle. Et qu'être un centre de ressource, ça veut dire quoi quand il s'agit de transition écologique ? Ça veut dire que votre approche est intégrative, que votre approche est une approche qui agglomère les acteurs. Mais que votre approche est aussi intégrative des sujets, qui les traite dans leur complexité et qui cherche aussi à proposer des démarches, un projet qu'il soit culturel et qu'il soit partageable avec un public avec, évidemment, des professionnels mais aussi beaucoup avec un public et avec un territoire et, accessoirement, avec des politiques.

J'ai compris que c'était compliqué mais je pense que ce budget il va falloir faire des propositions parce que si on veut l'augmenter il faut montrer qu'elle est la contribution sur la réussite du pacte vert. Ça va être un élément essentiel parce que quand vous regardez... moi je regarde sous plusieurs angles la trajectoire bas carbone de l'Europe ou de la France et bien j'ai du mal à voir comment on va y arriver. Je vois surtout les dégâts sociaux, les difficultés financières, etc. Donc des endroits où on n'a pas à dire d'un côté on a le coût des transports, de l'autre côté on a le coût de la construction, ici on va faire de l'économie

circulaire, ici on va faire autre chose. Non. On est dans un lieu, un lieu qui rassemble et on cherche à le faire vivre avec l'ensemble des problématiques. Donc ça devient un lieu ressource pour le public, pour les citoyens, pour les chercheurs, pour les artistes, bref pour les communautés. Vous l'avez dit vous-mêmes : une communauté de gens qui peut y trouver la ressource d'avancer. Je cherche un peu désespérément les endroits qui soient les endroits rassurants, stimulants qui permettent de partager l'innovation et qui soient des lieux de délibération collective. Et je pense que nous ne réussirons pas la transition écologique si nous n'avons pas aussi d'autres méthodes de décisions et de gouvernance ; et ça, ça me paraît absolument fondamental. Donc je suis venue vous dire aussi que pour moi les Centres de rencontre, avec le nom que ces centres peuvent avoir, la rencontre c'est le débat, c'est rencontrer quelqu'un qui n'est pas comme soi mais c'est mieux savoir après le débat comment on est soi-même. C'est sortir aussi de ce que peut être une vision, je dirai, un peu éculée de ce que peut être la culture institutionnalisée, subventionnée, etc. C'est aussi ce que chacun peut apporter. Faites des Centres culturels de rencontre des endroits où les citoyens ont le sentiment, comme ici en contribuant à la plantation d'un arbre au projet d'Arc-et-Senans, c'est de dire moi la transition écologique j'en suis acteur. Parce que si comme aujourd'hui dans les zones à faibles émissions, dans ce qu'on voit arriver avec horreur... Si vous prenez par exemple la précarité énergétique dans le logement ou dans le transport, vous prenez le Luxembourg qui a un taux de précarité énergétique à 2% en Europe et vous prenez la Bulgarie où on est à un taux de 30%. Donc l'inégalité elle est déjà au départ mais elle est aussi chez nous dans notre population, entre nos quartiers, entre, je dirai, les gens qui ont des faibles revenus et ceux qui en ont davantage. Donc il ne faut pas que la transition écologique soit réservée à ceux qui peuvent se la payer.

Je veux dire là quelque chose de très sérieux : quand vous regardez que dans le parcours européen, dans l'agenda européen, pour arriver à la stratégie bas carbone, la transition du logement, la transition des transports va être payée par la vente d'émissions, c'est-à-dire par les quotas carbone, par le marché des quotas carbone nouvelle formule, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que les fournisseurs d'énergie vont récupérer une partie de la dépense qu'ils vont être obligés de payer à cause des émissions, ils vont la récupérer sur le service et sur la distribution. Sur le transport, si les entreprises de transport sont obligées de payer pour les émissions qui resteraient de carbone, elles vont faire quoi ? Elles vont le faire payer à l'utilisateur. Donc nous n'allons pas vers moins de pauvreté, nous allons vers plus de pauvreté et c'est la raison pour laquelle d'emblée, et c'était la question posée pour notre conversation, nous ne pouvons pas délier la question écologique de la question sociale. Ou bien nous avons la révolte partout, comme on l'a eue avec les Gilets jaunes qui portaient le sentiment d'abandon, ou bien on a, comment dire, une démarche qui est une démarche englobante.

Et je voudrais juste terminer ce propos-là en disant qu'il y a un terme que je déteste mais je le déteste vraiment, au début je ne le détestais pas maintenant je le déteste, c'est celui d'acceptabilité. Vous avez entendu comme on parle de l'acceptabilité. Alors on va chercher

l'acceptabilité des citoyens. Ça veut dire quoi ? Vous croyez qu'on a le choix quand on nous demande l'acceptabilité ? Pas du tout. C'est pas de dire j'accepte ou j'accepte pas, c'est de dire jusqu'à quel point on peut serrer le boulon. Moi, je pense qu'il faut appeler un chat un chat, si c'est dur faut le dire, si on peut y contribuer, il faut le permettre mais arrêtez de faire peser un effort, je dirai, sur le citoyen de base qui n'a aucune possibilité de participation.

Alors autre proposition : Pascal Brunet parlait de la délibération, moi je suis beaucoup sur cette réflexion-là aussi, cela ne vous étonnera pas, mais c'est la démocratie délibérative. La démocratie délibérative c'est une forme de processus de décision, c'est vraiment un processus qui associe les citoyens, la société civile. C'est la société civile qui, sur un sujet donné, va s'emparer, un, de la recherche et de comprendre le problème ; deux, de le formuler ; trois, de proposer une manière de poser ce problème de façon compréhensible et partageable avec l'ensemble des citoyens. Et ensuite, une fois que tout ça est fait, ce qui prend du temps, on arrive à la délibération sous la forme d'un référendum, d'une consultation, peu importe, mais en tous cas de la manière la plus ouverte possible.

Ça veut dire quoi ? Très sérieusement, en Oregon, cette méthode a été inventée il y a 20 ans, ça vous explique pourquoi Donald Trump déteste cet État et déteste les personnes qui le dirigent parce que vous avez là-bas des gens qui ont le conseil des citoyens qui formule les questions qui sont accessibles donc les gens font confiance à d'autres citoyens. Ils font aussi confiance à des politiques qui se sont mis en retrait pour laisser des citoyens agir parce que ça suppose que les politiques disent « On aimerait bien que vous nous aidiez à trouver une réponse mais c'est vous qui la trouvez et c'est vous qui prenez le jeu ». Et donc il a fallu apprendre aux politiques qu'il fallait aussi à un moment donné qu'ils ne soient pas dans l'impératif ou dans l'injonction mais au contraire dans l'accompagnement. Ce qui est radicalement différent. Et ça veut dire qu'on retrouve une forme, à ce moment-là, de souveraineté populaire qui mérite d'être expérimentée.

Et moi je rêvais qu'un sujet aussi populaire que celui des retraites puisse être traité sous la forme de la démocratie délibérative. Que les gens concernés, les salariés qui ont cotisé toute leur vie et dont la retraite est simplement un temps prolongé de leur période de travail puissent être ceux qui prendraient en charge la question posée de la pérennité pour pouvoir la poser, la discuter et la proposer sous forme de solution à l'ensemble de la population. Ça suppose quoi ? Ça suppose que culturellement on soit capable de voir autrement nos mécanismes de gouvernance, de voir autrement la façon dont on veut régler les problèmes, pas systématiquement par la loi mais aussi par la mutualisation, par le débat, par la concertation et par un processus qui permet de faire se rejoindre les gens sur une question qui apparaît comme un bien commun. Ce qui apparaît aussi c'est que la valeur de la solution qui est proposée et peut être approuvée c'est qu'elle devient véritablement un bien commun. Et je pense que les Centres de rencontre peuvent aussi porter, dans la forme de la démocratie et dans des formes nouvelles d'exercices de la démocratie, à la fois la ressource,

l'expérience, la connaissance, le projet culturel mais aussi l'expérience de la délibération collective et de la fabrication d'un bien commun.

Si vous vous mobilisez pour être un réseau européen d'agrégateurs de solutions par rapport à la transition écologique, je pense que vous aurez un atout pour arriver à revendiquer une place et une reconnaissance dans le paysage qui va être le nôtre très prochainement. Pourquoi ? Les élections. Si on a une majorité d'extrême droite ou très fortement marquée par l'extrême droite, le projet culturel c'est pas dans les montants que vous avez dit qu'il va couler... Vous regardez le gouvernement Meloni, il y a déjà trois, quatre Français qui ont été obligés de dégager de leurs responsabilités culturelles en Italie, ça peut continuer. Moi je ne sais pas quel va être le positionnement du gouvernement de Madame Meloni par rapport, par exemple, au festival de Venise où il y a une remise en question par rapport à la contribution de ce pays à Eurimages que je connais particulièrement bien. Donc je crois qu'il ne faut pas voir que les difficultés mais il faut savoir qu'il y a un risque politique par-dessus la transition écologique parce que c'est aujourd'hui la peur de la transition écologique qui fait le plus monter les partis d'extrême droite. Excusez-moi de faire ma petite seconde de politique mais enfin je veux dire, on sait ce que ça donne aussi. Donc il y a un enjeu politique très important de ces élections et c'est la raison pour laquelle moi j'encourage beaucoup des mouvements comme le mouvement européen à se poser la question de la culture parce que la culture apparaît comme une politique secondaire et non structurante de l'union et je crois qu'aujourd'hui avec la transition écologique, il faudrait la voir comme une politique qui est au cœur de cette transformation systémique de notre économie, de notre société et de notre environnement.

Voilà ce que je voulais vous dire. Vous avez une place donc prenez la. Engagez-vous pour démontrer que vous êtes des agrégateurs et que vous avez la capacité de porter cet ensemble d'approche d'analyse, de solution mais que vous voulez avoir votre place. Moi, je peux vous dire franchement, vous pouvez l'avoir mais il faut déjà prendre son bâton de pèlerin. Et vous le savez en Europe, c'est comme ça que ça se passe. Mais le Relais accompagnera.

Tiffany Fukuma :

Merci Catherine Trautmann. C'est très inspirant.

A Trans Europe Halles, on traite aussi beaucoup de patrimoine, peut-être pas du patrimoine classé mais du patrimoine XXe, et c'est vrai qu'on appelle de nos vœux à une coalition avec les autres acteurs du patrimoine au niveau européen pour mener des projets ambitieux sur la transition écologique et énergétique.

Alors justement, le secteur de la culture et du patrimoine c'est un secteur qui a été d'abord très marqué par la crise économique du Covid. On le sait, économiquement ça a été un vrai

désastre pour l'ensemble de notre secteur avec des lieux qui ont dû fermer pendant plusieurs années, des talents qui sont partis, des années de formation qui ont été perdues et, sorti de cette crise Covid, on est entré dans la crise géopolitique que l'on connaît et dans la crise énergétique.

Vous parliez aussi des disparités énergétiques entre le Luxembourg et la Bulgarie, moi qui suis une professionnelle de la culture ayant travaillé dans le secteur public et qui dirige maintenant un réseau culturel européen, ce que je constate c'est qu'au niveau national et européen les fonds qui sont dédiés à la culture sont des fonds qui continuent à financer des projets, des contenus. Et ce ne sont pas des fonds dédiés à la sauvegarde, au maintien ou à la transition de l'infrastructure de la culture et c'est de ça dont on parle. Je fais exception là d'une initiative française que je trouve assez remarquable, cette initiative interministérielle, assez récente, de coopération entre le ministère de la Culture et le ministère de la Transition écologique qui s'appelle "alternative verte" justement pour s'adresser à cette problématique du sous-investissement ou du non-investissement dans les infrastructures culturelles. Comment peut-on traiter ce problème ? Car ce n'est pas un problème de financement ou de subvention, c'est un problème d'investissement dans le secteur.

Catherine Trautmann :

C'est encore une très bonne question. Finalement, il y a une approche française du patrimoine. Elle est à la fois extrêmement qualitative, il faut le dire, parce que quand on regarde la situation désastreuse de certaines parties patrimoniales de l'Europe où certaines personnes se désespèrent parce que c'est de l'abandon dont il s'agit, quand il n'y a pas de destructions. Je pense que la valeur du patrimoine apparaît encore plus forte aujourd'hui pour deux raisons.

D'abord parce que ou on le perd ou on le transforme. Et le transformer, puisque c'est un patrimoine public, c'est une obligation. Et donc au lieu d'en faire simplement une dépense utile, parce qu'elle est utile, je vous le proposais comme centre de ressource c'est-à-dire comme lieu de fabrication de solution. Si l'on considère, et moi j'ai été ravie de voir cette charpente et merci beaucoup pour votre présentation cher monsieur [Présentation de la maquette de la charpente de Notre-Dame de Paris par Valentin Pontarollo, compagnon charpentier] parce que j'ai toujours pensé que l'innovation n'était pas réservée à la technologie d'aujourd'hui, au numérique par exemple qui a occupé beaucoup de temps dans ma vie de députée. Mais non. Lorsque nous avons travaillé avec mes collègues à Strasbourg, on a intégré l'artisanat d'art comme aussi des activités qui étaient des activités porteuses d'innovation et on a fait aussi le lien avec les entreprises culturelles qui pouvaient aussi être elles-mêmes complètement innovantes. Donc l'innovation n'est pas réservée à ce qui pourrait définir la modernité d'aujourd'hui. L'innovation est constamment présente au travers des siècles et aussi dans la façon dont on a su trouver des solutions pour que les cathédrales ne s'enfoncent pas dans le sol, etc. Il y a plein de choses. Je pense, par exemple,

j'avais plaidé ça à une époque, je disais que les cathédrales ce sont des livres d'architecture. Il faut que les jeunes comprennent comment ont été construites les cathédrales.

Mais regardez ce qui est aujourd'hui notre situation. Nous avons, avec la crise climatique et la Covid vous l'avez dit, une rémanence du risque. Le risque peut être présent à tout moment. Et nous sommes tiraillés entre l'éphémère, le temporaire et le durable. En gros, on est soumis aux risques du moment et on doit construire de la durabilité. Compliqué. Alors le patrimoine n'est pas qu'une charge, il est une transition en lui-même parce qu'il vient d'avant et parce qu'il va continuer. Et donc je vois le sens du patrimoine comme un sens qui est lié à cette expérimentation des solutions. Tout ne pourra pas marcher bien sûr.

Je posais la question tout à l'heure : "Monsieur Tassy, est-ce que vous faites de l'agriculture ? parce qu'avec les terrains que vous avez, je me demandais s'il n'y avait pas des gens qui avaient demandé de mettre des arbres dans ce fameux cercle." Il y a le cercle de Clément [Gilles Clément, paysagiste et jardinier] très bien mais moi je vois, par exemple, que dans Strasbourg certains ont l'idée de carrément casser ce qui est la référence de l'espace entourant la cathédrale gothique de Strasbourg pour y planter des arbres. On les a enlevés car justement on voulait restaurer le patrimoine dans cette perception qui est une perception esthétique toute particulière que vous perdez si vous avez autre chose qui vous gêne la vue parce que tout est prévu pour que le regard se lève. Vous ne pouvez pas voir une cathédrale comme celle de Strasbourg sans avoir le regard qui est appelé vers la hauteur. C'est très intéressant. Tout à l'heure j'écoutais l'histoire des deux flèches : la flèche inspirante et la flèche de l'horloge [Référence au projet de la Chartreuse de Neuville (62)]. Nous on a pu en construire qu'une car, si on avait construit la deuxième, la cathédrale serait tombée car elle s'enfonce. Je vous le signale mais je vous l'ai dit, je crois, elle est sur des piliers de chêne immergés depuis plusieurs siècles, depuis le XVe siècle, dans la nappe phréatique donc c'est vous dire si à l'époque il y avait de l'idée dans la manière de construire un bâtiment de ce poids en le construisant avec des piliers de chêne qui sont immergés. Le changement climatique c'est que si l'eau descend, le chêne pourri et la cathédrale dégringole donc ça c'est autre chose.

On est confronté avec le patrimoine à des défis climatiques ou à des défis tout simplement d'érosion et que ce soit la trop forte humidité, les inondations ou les sécheresses, ça devient un problème pour la stabilité des bâtiments. Moi j'ai connu le Grand Palais au moment où je m'en suis occupée et où la tension dans les arcs du Grand Palais faisait exploser les verrières. Et donc il fallait faire quelque chose parce que le Grand Palais était en train de descendre dans les berges de la Seine. Donc les problèmes de ce genre on en a eu avant même le débat sur la transition climatique. Le patrimoine est un défi parce qu'il est consommateur d'énergies mais il a aussi des qualités dans la construction : la taille des murs, l'inertie de la température, il y a plein de choses, l'usage du bois, bref. Donc je pense qu'il faut prendre ces éléments de patrimoine comme des démonstrateurs, et les traiter comme des

démonstrateurs, et à ce moment-là le patrimoine à une utilité historique, culturelle, sociale et environnementale. Et moi je pense qu'en plus comme c'est un bien commun parce que ça appartient à l'ensemble des Français, ça ne peut être au fond qu'une source de pédagogie.

Je pense que les gens sont sensibles à la pédagogie qui émane de ces Centres de rencontre et c'est en même temps aussi une fierté et on a besoin de succès, de fierté lorsqu'on veut transformer ces lieux et les ouvrir très largement au débat et à la population. C'est la raison pour laquelle je pense que ce sont des lieux privilégiés effectivement de rencontre avec la société civile et entre acteurs de ces changements, parce que tout changement il faut savoir le conduire. Et on est un pays qui est très dirigiste, dans notre pays la loi vous dit comment vous devez faire, vous avez un problème on fait une loi. Vous avez remarqué, on a des tas de lois qui ne servent à rien. Mais on ne peut pas tout résoudre avec la loi. Au fond, ce qui a été un des grands échecs dans le vote négatif du traité constitutionnel c'est qu'on a raté la synthèse entre la culture institutionnelle française, celle du droit fondamental d'où découlent toutes les lois et leur régularité, et la culture allemande, qui est largement liée à la guerre et à l'expérience de la guerre parce qu'ils ont aussi une tradition constitutionnelle, c'est la démocratie sociale c'est-à-dire la possibilité de la délibération des acteurs sociaux.

Moi je rêvais de cette synthèse parce que cette synthèse était dans le traité. Ce ratage politique fait qu'aujourd'hui c'est compliqué d'expliquer la dimension culturelle d'un changement comme celui de la transition climatique parce qu'on a pas ces bases qui permettent de lier la référence au droit fondamental qui garantit leurs libertés, qui garantit leur liberté d'expression et de création, qui permet d'avoir aussi cette vérification de la justice appliquée, pas théorique mais qui est vérifiée dans les faits qui n'est pas uniquement présente dans le droit, et en même temps la pratique du droit dans l'action de la délibération sociale. Et c'est là où en fait je pense qu'il faut marcher sur deux pieds et l'Europe si elle arrive à prendre en compte, si notre Union européenne, à cause de la demande d'entrée des pays qui sont en guerre aujourd'hui ou de ceux qui voudraient y entrer : soit on en fait un élargissement tout mou et on fait comme on dit un élargissement jumbo, c'est-à-dire plus plus plus, avec l'Ukraine, avec les Balkans, avec la Moldavie, avec la Georgie, avec le Caucase, l'Arménie, ou on trouve aussi la ressource pour reposer des termes. A un moment donné je peux le dire, car j'ai eu cette expérience, j'ai participé à la définition de qu'est-ce que c'était une capitale culturelle ; c'est pas une capitale c'est précisément pas une capitale. Les capitales culturelles sont des villes, c'est rarement une capitale. Ça a été Luxembourg mais au Luxembourg chercher l'autre ville c'est compliqué mais bon. Mais ce sont des villes. C'est-à-dire c'est l'armature urbaine de l'Europe.

Et chaque territoire qui a en son sein un centre culturel qui permet son rayonnement - il y a pas que les centres culturels, il y a des théâtres, il y a plein d'autres établissements culturels mais c'est la possibilité aussi de travailler en réseau. Ce que vous pouvez faire valoir, vous,

c'est le réseau. Et c'est d'avoir dans cette définition du réseau, les missions que vous voulez exercer et démontrer et qui peuvent être elles-mêmes un appel à d'autres à vous rejoindre.

Pourquoi est-ce que je dis ça ? parce que je ne sais pas comment on va faire avec l'Ukraine. Je ne sais pas comment on va faire avec l'Arménie. J'y étais il y a quelques jours, j'ai vu le désastre et en fait les gens ne disent rien. C'est le pire. Ils cachent leur détresse et ça c'est dramatique parce que, contre vents et marées, ils essayent encore. J'étais là-bas en même temps que la Ministre de la culture, Rima Abdul-Malak. Ils essayent, ils continuent de prétendre vouloir soutenir les créateurs. Ils ont raison. Pourquoi ils le font en temps de guerre et pourquoi nous on deviendrait paresseux alors qu'on est absolument pas, pour l'instant du moins, en guerre ? Donc nous devons tout faire pour offrir des modèles. Ces gens vont devoir reconstruire, et ils reconstruiront comment ? avec un patrimoine qui peut exister mais aussi un patrimoine dévasté. Ça ne va pas être que de la reconstruction s'agissant de culture, ça va pas être que de la reconstitution de collections, ça va être une œuvres et les Ukrainiens le disent. Quand vous discutez avec eux, les citoyens ukrainiens, ils vous disent la volonté qu'ils ont de voir leur patrimoine reconstitué d'une manière ou d'une autre.

On le disait dans une réunion de ministres du temps de la précédente ministre à propos du trafic d'œuvres d'art et de destruction, l'expérience de nos entreprises, l'expérience de nos entreprises culturelles, de nos institutions culturelles mais aussi des entreprises qui contribuent à la sauvegarde de notre patrimoine, tous ces gens-là, les apprentis, la circulation des apprentis en Europe, la possibilité que les compagnons aillent tourner quand ça sera calme mais enfin apporter leurs savoir-faire ce sont les nouvelles coopérations et nous pensons au Relais que l'heure est venue de se réinterroger sur ce que l'on entend par coopération. Il faut les réinspirer, les recréer, il faut les repositionner sur ces problématiques nouvelles parce que c'est là qu'on rencontre les questionnements dont vous parliez à l'instant et qui sont communs. Et donc ces coopérations là vont à la fois porter sur la reconstruction, elles vont porter sur la réparation, qui est une réparation à la fois physique et psychologique, réparation aussi culturelle parce que c'est aussi dans la culture que l'on se situe.

Si la culture n'avait pas cette valeur, pourquoi est-ce qu'à l'époque de la seconde guerre mondiale les nazis avaient voulu tout éradiquer de la présence des juifs d'Europe ? Ils voulaient nier jusqu'à leur simple existence, jusqu'à toute trace physique et immobilière et culturelle et donc il y a toujours dans la violence, et dans cette violence qui est à l'œuvre en ce moment dans plusieurs endroits du monde, une forme de destruction de l'humanité. Je vous donne cette phrase, cette citation qui dit que la culture est l'humanité de l'humain. Donc si on veut apporter un sens à ce qui est ce défi, à la fois de l'environnement, de la transition écologique qui est en même temps une transition économique et sociale, il faut lui donner cette dimension humaine. Et qu'est-ce qui peut donner une dimension humaine à ce

que l'on peut construire ensemble sinon la culture ? La culture est donc cette aventure commune. Elle a un rôle systémique, elle a un rôle de lien. C'est pas parce qu'il faudrait donner une valeur particulièrement sociale à la culture, non, elle doit être libre de ce que les acteurs et les créateurs entreprennent. Mais en même temps si elle n'existe pas ou si elle est bridée c'est le moral collectif qui prend un coup et c'est en même temps aussi une forme de destruction, je dirai, de la force sociale qui est à l'œuvre. Et les Ukrainiens l'ont parfaitement compris, les Arméniens l'ont parfaitement compris, d'autres aussi. Je pense que, même pour eux, nous la France, les Français nous avons un devoir immense : c'est celui de transmettre, c'est celui aussi d'accompagner, c'est celui de renforcer, c'est celui de la coopération.

Et donc c'est ça qu'il faut dire aujourd'hui à la fois à notre Ministre. J'ai vérifié, elle est toute prête à l'entendre, elle a eu un assez bon budget d'ailleurs mais il faut que ça retombe sur les acteurs aussi. En même temps c'est le message au niveau de l'Europe. L'Europe aura besoin d'acteurs qui peuvent porter ces actions-là et vous pouvez les porter et les proposer parce que ça a aussi cette dimension, je dirai, d'expérience et de contribution à la reconstruction. La durabilité, la projection dans le temps, la solidité et donc pour ça je pense que ça doit être aussi un message collectif de l'Etat de dire oui nous sommes attachés à ce patrimoine, oui nous voulons le préserver parce qu'il est le symbole aussi de ce qui fait une unité nationale, celui que l'on partage avec les jeunes, avec les moins jeunes, avec toutes catégories sociales.

On revient un peu à des fondamentaux mais moi je pense qu'il faut revenir aux fondamentaux de la culture. J'en parlais avec la présidente du Louvre en lui disant que pour moi les musées faisaient partie des fondamentaux, les bibliothèques, l'archéologie mais aussi le patrimoine, ce patrimoine là où nous sommes par exemple, ça fait partie des fondamentaux. Ce sont des repères et nous avons besoin dans nos territoires, dans notre société d'avoir des repères. Donc vous êtes des repères et c'est important car j'ai bien entendu cette expérience qui est d'avoir un lieu patrimonial dans lequel les élus n'investissent pas. Je pense qu'il faut, à un moment donné, s'expliquer avec tout le monde là-dessus parce que c'est pas logique et il peut, peut-être, y avoir des solutions. Je pense que ça serait trop dommage d'épuiser des acteurs volontaires qui donnent de leur temps, de leur expérience, de leur savoir-faire sans avoir la reconnaissance qui doit être la reconnaissance collective. C'est pas parce qu'une propriété est une propriété privée que le projet culturel doit être dévalorisé. Et ça m'a interpellé parce que je me suis dit pourquoi est-ce que c'est si difficile de verser des subventions pour ce projet de Chartreuse quand c'est si important. C'est un endroit si extraordinaire que beaucoup de gens nous envieraient d'avoir encore. C'est des choses qu'on entend, qu'on comprend et qu'on va faire circuler.

Tiffany Fukuma : Merci Madame Trautmann, c'est passionnant ce que vous dites. En même temps, j'ai l'impression que vous répondez un petit peu à côté de la question...

Catherine Trautmann : Mais ça c'est les politiques !

Tiffany Fukuma : ...Sur la question de l'investissement et sur le fait de considérer que le patrimoine constitue l'infrastructure de la culture. Je pense au cinéma, aux studios de cinéma qui sont hébergés en général dans des très vastes bâtiments, vous avez cité les musées, on peut penser aux théâtres, on peut penser aux studios d'animation, ma fille est animatrice elle travaille dans une magnifique friche militaire qui a été réhabilitée à Valences. Toute la production culturelle est faite dans des vastes bâtiments qui traversent actuellement cette crise énergétique que tous les acteurs publics et les acteurs culturels ont du mal à traverser et toujours pas de fonds d'investissement dédiés. Je parle d'investissement, je ne parle pas de subventions. Pour investir dans la transition écologique, dans la transition verte, la transition énergétique des bâtiments.

Quand on a des modèles économiques soutenables, on a des centres culturels qui s'associent, qui se mettent en réseau, qui créent de la ressource commune pour monter des coopératives énergétiques, pour monter des panneaux solaires, pour mettre des éoliennes de toit, etc. On sait faire et il y a des modèles qui fonctionnent. A votre sens, pourquoi les fonds dédiés à la transition énergétique ne concernent pas les acteurs culturels et patrimoniaux à l'heure actuelle et comment faire changer les choses ?

Catherine Trautmann :

Alors je vais vous répondre. D'abord, la question s'adresse moins à moi qu'à d'autres parce que c'est une question qui peut être posée, je dirai, à l'échelle de l'Etat. Mais quand je vous parlais de la commission et du prochain programme je pense qu'il faut s'inscrire dans la possibilité aussi de faire une proposition sur le patrimoine public parce qu'il va y avoir des soutiens au travers des fonds qui sont créés. J'ai dit les inconvénients sur le bâtiment, sur les logements mais alors la commission a réagi en disant aux États : "Vous êtes vraiment gonflés, ce que vous n'avez pas financé, vous demandez à la commission et à l'Union européenne de le financer". C'est pas faux. Notre patrimoine nous appartient d'abord. Donc, si on veut avoir un fonds européen, il faut qu'il y ait une plus-value européenne donc c'est pour ça que j'essayais de vous suggérer une démarche pour dire que ça peut servir à un moment donné.

Il n'y a pas que la reconstruction, il y a aussi cet investissement là qui est important parce que ça fait de l'emploi, que ça fait de l'enrichissement, ça crée de la valeur et ça permet d'investir durablement. C'est pas à moi de décider si un tel fonds doit exister mais si vous me demandez mon avis la réponse est oui. Parce que mon expérience aussi ça a été quand j'ai commencé avec Raymond Barre, à Lyon, à faire un plan patrimoine donc tout ce qui était patrimoine public de la ville de Lyon pour arriver à faire la restauration, la rénovation sur la longue durée et que ça pèse le moins possible sur les finances de la ville. Quand on a commencé avec Martine Aubry, qui m'avait demandé qu'on fasse la même chose à Lille

quand la ville était candidate à être capitale culturelle, on a aussi travaillé sur ce plan patrimoine, que je n'ai jamais eu l'occasion de finaliser pour Strasbourg mais que j'aurais voulu finaliser. C'est toujours une solution, c'est-à-dire aussi qu'il faut qu'on ne demande pas tout à l'Etat mais qu'il y ait aussi un engagement des acteurs du territoire et qu'on partage la charge. L'Etat peut apporter des garanties, il peut apporter un appui, il peut apporter un appui financier, on peut chercher des financements comme ça a été dit tout à l'heure sur les FEDER et autres fonds, il y en aura un paquet. Le tout c'est qu'on soit méthodologiquement prêt à pouvoir pour la prochaine période, c'est-à-dire 25, déjà peser sur les choix par des propositions qui peuvent enrichir le programme européen.

Vous savez pourquoi il a augmenté le budget culture ? C'est une sacrée négociation. Ça s'est passé autour de l'énergie à l'époque parce que, dans les arbitrages sur le budget européen, il y avait des dépenses qui étaient évaluées pour basculer sur tel ou tel domaine comme par exemple celui de l'énergie ou celui des technologies et ça n'a pas été nécessaire à l'époque donc ça a basculé sur la culture. Donc il faut toujours être prêts pour pouvoir faire basculer, au bon moment, des sommes qui resteraient par hasard en suspens pour les faire atterrir où on veut, vous comprenez ce que je veux dire. Donc moi, à un moment donné, j'étais coincée parce que je défendais la culture et les transports, entre les deux mon cœur a balancé mais pas longtemps. Parce qu'en fait les transports ça va on peut faire mais la culture il fallait mieux que ce soit augmenté. Et on avait même obtenu, avec les gens qui travaillaient sur le transport, que s'il y avait encore du reste ça pourrait continuer d'abonder le programme culture.

Donc il faut aussi des gens, partout, à tous niveaux, aller aussi travailler vos députés européens et dites leur qu'ils vont avoir des ennuis quand ils vont partir aux élections s'ils ne savent pas faire monter le budget de la culture. C'est le moment. Mettez un peu les élus sortants et les futurs élus en compétition pour prendre en compte la transition écologique dans le programme culture et vous verrez que ça ça se calcule, et on voit que le budget actuel ne suffit pas.

Tiffany Fukuma :

Merci. Je voudrais reprendre ce que vous mentionniez plus tôt : le fait qu'une transition verte ne peut pas se dérouler sans une transition démocratique qui l'accompagne. Ici, on est ravis d'être accueillis dans un lieu si magnifique, la Saline royale d'Arc-et-Senans, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Vous avez évoqué les menaces qui pèsent sur les choix artistiques de la biennale de Venise, je voudrais citer aussi l'architecte et artiste Sandi Hilal qui a remporté le lion d'or de la dernière biennale d'architecture de Venise avec un projet qui s'appelle « Decolonize architecture ». Alors c'est un projet qui porte sur l'architecture fasciste en Sicile mais Sandi Hilal a commencé sa carrière alors qu'elle travaillait pour le haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies et elle s'est illustrée dans les années 2010 en menant un projet artistique, elle a souhaité et a mené toutes les démarches pour inscrire

un camp de réfugiés palestiniens sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Donc bien sûr ça n'a pas abouti mais, argumentant la démarche, l'artiste a interrogé une notion importante qui est la notion même de patrimoine.

Donc qui décide de l'histoire qui demeure, pourquoi il n'y a pas de patrimoine pour ces populations en guerre que vous citiez ou ces populations qui sont déplacées en exil? Pour vous, qu'est-ce qu'on doit attendre du patrimoine du futur ? Comment on peut intégrer la notion de justice et d'équité, puisqu'on parle de ça aujourd'hui, dans la notion même du patrimoine et de la mémoire collective ?

Catherine Trautmann :

J'ai eu à me poser la question précisément sur la situation des Palestiniens parce que, quand j'étais au gouvernement, l'autorité palestinienne de l'époque m'avait demandé si j'accepterais d'être une personne de conseil sur la possibilité d'écrire l'histoire de la Palestine. Quand j'en ai parlé dans mon gouvernement, tout le monde m'a regardé avec des yeux ronds en me disant : "tu ne peux pas accepter ça, comment tu fais ?" J'ai proposé de renverser la question : est-ce que nous on est capable de dire qu'on refuserait un droit à l'histoire à n'importe quel groupe social qui partage des liens, qui partage un environnement, un territoire même s'il problématique. Finalement ils l'ont fait, ils ont fait un musée.

Et donc je pense que se poser la question inverse, nous on a beaucoup de patrimoine donc on peut en parler et puis il y a ceux qui n'ont pas de bâtiment, de patrimoine monumental mais qui ont le sentiment d'avoir un patrimoine. Et il est d'ordre culturel, il n'est peut-être pas physique mais il est dans des valeurs, dans des manières de vivre, dans une histoire commune, etc. Je pense donc que la notion de patrimoine est riche car elle couvre des champs extrêmement différents mais un patrimoine monumental ou pas c'est toujours une question d'histoire. Et on voit bien que dans les débats qui existent à l'heure actuelle sur la sortie de la colonisation, sur la restitution des œuvres, vous savez la discussion avec les ministres africains sur les collections du musée du Quai Branly c'était quand même assez compliqué. Je garde un souvenir extrêmement précis et clair des discussions que nous avons eues et de cet accord de ces ministres qui nous ont dit : "oui d'accord pour voir ces collections, nous on peut pas les montrer alors c'est bien qu'elles soient vues en France". Mais, me disaient-ils, peut-être que ça ne pourra pas durer. Donc le patrimoine est aujourd'hui une question qui a fait adopter des lois sur les biens spoliés et qui est une question qui pose la capacité de penser les œuvres d'art et les collections en coopération et non pas en propriété et ça c'est compliqué. C'est compliqué. Ce que j'avais proposé à l'époque c'était que ces collections il fallait qu'on les valorise ensemble mais après instabilité politique, changements de ministres et de gouvernements, ça a été un petit peu brinquebalant et vous voyez où on est aujourd'hui dans certains pays africains qui étaient pourtant tellement liés à la France. J'ai parfois cette tristesse, c'est-à-dire que la possibilité

que la France soit vraiment un pays qui puisse être présent sur les sites archéologiques comme en Egypte. Je peux vous parler d'un projet sur cette question des Palestiniens : je voulais montrer qu'il y avait des racines qu'on pouvait considérer autrement ni patrimoine ni œuvre d'art, au sens classique du terme, mais le patrimoine de l'écriture. Vous avez celui des langues qui est la première forme de communication, le patrimoine linguistique dont on a eu tellement de mal à montrer la diversité et faire accepter dans nos textes nationaux, mais c'est en même temps l'écriture. Et si vous regardez l'écriture c'est extrêmement intéressant : c'est sur une faille géopolitique qu'elle a pris naissance. Et donc quand on parle de patrimoine, en regardant l'histoire de toute cette région du Proche-Orient il y a aussi à un moment donné une issue à trouver. On ne s'en sortira pas juste par une confrontation sur le territoire. Il va falloir chercher ce qui peut faire histoire commune. Et faire histoire commune, nous on a été obligé de le faire avec l'Allemagne mais c'était parce qu'on était deux, en Allemagne toujours, avec le même sens du travail commun et c'est exactement ce que j'ai entendu de Rabin et Arafat quand ils étaient en train de discuter de la paix : c'est-à-dire le devoir commun qui dépassait absolument tout sentiment personnel ou de ressentiment de l'un vis-à-vis de l'autre. Mais à un moment donné ils étaient dans une sorte d'évolution de dévolution dans une cause qui était le devoir commun. Et moi je pense que dans ce monde qui est le monde d'aujourd'hui, on arrivera pas avec la Russie à penser dans ces termes, c'est pas possible.

Un des aspects de la période c'est quand même qu'on reconstruit des murs. On avait un élargissement. On en a bénéficié. Moi je l'explique, l'Europe elle a pas été faite pour la guerre, elle a pas été faite pour agresser les voisins. Au contraire, elle a été là pour consolider et garantir la paix. C'est autre chose. On est pris à revers avec l'Ukraine. On peut plus penser nos investissements dans les transports sans penser ce que cela peut avoir comme utilité, c'est-à-dire une utilité militaire. Aujourd'hui, je vois basculer possiblement le modèle démocratique européen dans un modèle différent, et ça, ça me fait peur.

C'est pour ça que j'insiste autant sur la dimension culturelle parce que si on veut que l'Europe continue d'être un espace démocratique de liberté, de création et d'influence dans le monde comme on le souhaite c'est-à-dire pacifique, avec une puissance de coopération avec les pays y compris avec ceux avec lesquels on peut avoir une tension puisqu'on a su le résoudre. Le problème de l'Europe c'est pas de rester murée chez elle, c'est pas simplement de construire des murs c'est de se prendre littéralement au corps et à l'esprit pour arriver à créer une influence qui soit à peu près aussi puissante que les Etats-Unis parce que si on le fait pas qui le fera à notre place ? Est-ce qu'on va aller dans une confrontation mondiale ? Est-ce que c'est cela qu'on veut ? Non. On a fait assez d'efforts pour en arriver là où nous sommes mais on peut pas simplement, sans agir, accueillir de nouveaux pays en ne leur garantissant pas la possibilité qu'ils aient les mêmes chances de développement que nous. Et une Europe à trois vitesses c'est pas possible, on en a déjà une à deux vitesses alors une à trois vitesses ça ne durera pas extrêmement longtemps.

Donc je pense qu'il y a un défi qui est un défi, vous le voyez, politique au sens noble du terme et un défi européen parce que la force de l'Europe a été de construire un modèle et une adhésion au modèle de l'Etat de droit. C'est pas de l'imposer c'est de s'associer. C'est pour ça que j'insistais sur la démocratie délibérative parce que logiquement, mais ce n'est pas le cas malheureusement, le citoyen a toute sa place dans cette procédure et quand j'entendais une Ukrainienne dire que l'Europe la faisait encore rêver, faudrait bien que les Français l'écoutent parce qu'il n'y en a pas beaucoup qui rêvent à l'Europe en ce moment en France. On voit les défauts, on voit les échecs mais on ne voit pas l'opportunité que l'Europe continue de donner. Donc c'est la raison pour laquelle je pense qu'il ne faut pas considérer cela comme peine perdue, mais il faut se mobiliser, regarder ce qui peut être fait et vous avez aujourd'hui plein de potentiel sur des financements déjà existants mais la question de l'investissement, il faut la poser selon cette notion de patrimoine commun.

Tiffany Fukuma :

Merci. Une autre question qui fait écho à ce que vous dites puisque vous voyagez énormément j'imagine, vous visitez de nombreux lieux et de manifestations culturelles et vous devez constater qu'au niveau global, cet espace de dialogue que vous mentionnez est un espace qui est relativement ouvert dans le secteur culturel. Je pense aux grandes manifestations que vous avez citées, la biennale de Venise mais on peut penser aussi au festival de Cannes, au festival de Toronto et qu'est-ce qui est au cœur du dialogue interculturel présent dans ces manifestations ? Ce sont les minorités ethniques, les minorités de genre, les diasporas, la crise climatique, les artistes que les anglosaxons appellent le « globalsouth », etc.

Or, force est de constater que quand on se promène en Europe c'est pas tout à fait ce qu'on voit et que la production européenne demeure relativement homogène, tous les pays européens sont pas engagés activement dans les pratiques décoloniales ou de restitution que vous avez citées. Ils ne sont pas tous engagés activement dans la diversification de leur leadership, de leur gouvernance et on a toujours des phénomènes de reproduction culturelle qui sont très présents dans les lieux culturels et patrimoniaux.

Au niveau européen, ça fait partie des discussions puisque c'est ce qui pose des barrières pour les relations culturelles internationales. Mais c'est aussi un problème de compétitivité de nos industries culturelles à l'export parce qu'on ne peut pas tout à fait s'adresser au marché américain ou nord-africain ou au marché asiatique avec le même type de contenus. Donc comment, puisque c'est votre expression, on change de logiciel pour transformer le secteur culturel de l'intérieur en France mais aussi en Europe ?

Catherine Trautmann :

En ce moment j'essaye de comprendre quelle est la stratégie française sur le plan de ce qu'on a appelé traditionnellement la diplomatie culturelle. Est-ce que nos institutions culturelles sont présentes, est-ce que nos entreprises culturelles sont performantes, est-ce que nous sommes encore une référence, un modèle, est-ce que nous avons la même chance que les britanniques pour pouvoir coacher des gens qui prennent des responsabilités culturelles dans des pays en crise ? Je dois dire, je parle en toute franchise, j'attends un peu et ça affaiblit nos institutions à l'international et c'est pour ça que j'insistais sur cette présence.

Mais il faut aussi que les Français regardent où ils en sont notamment sur la diversité humaine parce que je parlais de la difficulté de la reconnaissance de notre patrimoine linguistique, si vous voulez la valorisation de ce patrimoine elle est encore relativement faible. Quand vous regardez qui ça concerne, entre autres quand on a dit que le berbère faisait partie des langues de France, les gens nous regardaient avec les yeux ronds : pourquoi le berbère ? C'est pas une langue officielle ? Mais qui sont les berbères ? Vous voyez le débat aujourd'hui que ce soit en Algérie ou au Maroc. Aujourd'hui autre expérience, je constate que plus personne ne sait lire le yiddish écrit du temps où il était pratiqué couramment. Plus personne ne le sait. Finalement le temps, la perte des locuteurs aura permis d'effacer ce que d'autres ont voulu faire par la Shoah. Donc faut se poser des questions sur la manière dont certaines formes d'expressions, je pense à certains créoles aussi, je pense aux risques des langues kanak qui sont vingt-quatre, et d'autres qui sont aussi nos langues régionales. Mais les langues existent parce qu'elles ont des locuteurs.

Et puis par des questions du genre, du pays d'origine, la question du parcours de vie fait que je n'ai pas d'autres meilleures expressions que celle de l'accueil. Il faut être accueillant. Il faut être accueillant de cette recherche, car c'est une recherche aussi qui ne sera peut-être plus aussi prégnante parce que je pense que les jeunes sont complètement traversés par ces questions. Et j'en suis même, par moments, un peu effrayée parce que certains en sont vraiment mal et étant très proche d'aidants qui sont là pour répondre, pour accompagner la détresse de jeunes et de moins jeunes. Cette question à la fois de la violence sexuelle sur les jeunes - qu'est-ce qui amène des jeunes à appeler des gens qui répondent à tout moment du jour et de la nuit ? Des jeunes qui sont l'objet de harcèlement, qui sont victimes d'inceste et donc ils appellent parce que dans la famille ils ne peuvent pas en parler - des jeunes qui ont un problème d'identité de genre, de choix de genre. Et ça je pense que notre société aujourd'hui n'est pas complètement claire sur ces questions. C'est compliqué parce qu'il faut aussi avoir les lieux où ces personnes peuvent s'exprimer librement sans être jugées, sans être condamnées et sans avoir aussi des gens qui décident à leur place parce qu'il faut bien aussi constater que parfois un jeune peut être poussé par les copains, par d'autres, à avoir ce questionnement.

Quand j'étais avec Dominique Voynet au gouvernement elle m'a dit : "est-ce que tu peux me parler de la diversité culturelle parce que j'aimerais m'en inspirer pour défendre la biodiversité ?". Donc on avait travaillé ensemble sur la biodiversité, c'est rigolo. Pour une fois, la diversité culturelle était venue sur l'agenda un peu plus tôt que la biodiversité, c'est surprenant mais c'est comme ça historiquement. Mais c'est aussi parce qu'on avait les conférences internationales et le risque de libéralisation d'œuvres culturelles, audiovisuelles ou autres. Aujourd'hui, je me dis qu'on arrive au cœur du sujet, c'est-à-dire que on est plus simplement sur la biodiversité, on est plus simplement sur la diversité culturelle, on est sur la vision d'une humanité diverse et cette humanité diverse elle change les regards sur les migrants, elle change le regard sur les minorités. Elle doit changer le regard, je dis elle doit car c'est compliqué quand même sur les femmes, et elle donne une perspective à la jeunesse. Et donc je pense que ces questions doivent pénétrer les débats, les créations. Et je peux dire vraiment en répondant à votre question que de plus en plus de projets de films, en tout cas à Eurimages, traitent de la transition écologique, traitent de cette diversité de genres, traitent de cette humanité qui se transforme. Est-ce qu'elle se métamorphose ? Je ne sais pas. Est-ce qu'elle apparaît mieux qu'avant ? Peut-être. Mais simplement l'humanité n'a jamais été immobile parce que toute identité de personne est une addition. Et ce qu'on a du mal à accepter c'est de pouvoir être une addition. Et donc cette addition dans l'être personnel de chaque individu c'est en même temps un itinéraire et, au fond, ce qui est terrible c'est que dans cette aspiration à ne pas être assigné à un genre, on peut être assigné à être une minorité. Et ça, ça me dérange profondément.

Aujourd'hui vous avez des courants de revendication qui revendiquent la séparation et une certaine forme de communautarisation. Alors je suis peut-être trop ancienne, j'ai peut-être encore une vision trop universelle mais c'est pour ça que je dis qu'il faut être accueillant parce que si on est pas accueillant on va renvoyer les gens dans une assignation à un être qui est celui qu'ils auront choisi à un moment donné mais sans savoir si c'est vraiment le bon. Donc cette interrogation, forcément dans une période de transition, elle est existentielle. Elle est très grande, elle est profonde dans la jeunesse. Ça appartient aussi de cette éco-anxiété que l'on constate et elle peut déboucher sur des attitudes suicidaires, sur des attitudes de détresse telle puisqu'on ne sait plus qui l'on est, on a plus au fond le sentiment d'avoir un regard qui permet de donner du sens à son existence ou bien une reconnaissance et bien on a plus vraiment de raisons d'exister. C'est ce qui arrive avec les jeunes qui sont harcelés dans le milieu scolaire.

Je terminerai, je vous en ai parlé, j'ai rencontré une productrice en Arménie qui avait été prise en otage, elle est du Haut-Karabakh, et elle a travaillé sur un film qui a beaucoup tourné et elle a été prise en otage. Et elle disait ceci, que ceux qui l'avaient attrapée et qui l'avaient enfermée étaient des gens qui la regardaient avec des yeux vides qui ne la voyaient pas. Et qu'elle du coup n'existait pas. Voilà ce que je veux dire aussi : on existe par le regard de l'autre et c'est extrêmement important que ce regard soit accueillant.

Si je termine sur un point, qui est celui de l'apport français sur la laïcité. Je voudrais vous dire que dans ce débat sur la laïcité, sur tout ce qu'on peut dire les religions pas les religions, les extrémistes, etc. Il y a une chose que la République a mise en place et il faut la comprendre comme cela aussi et pas uniquement comme une composante figée qui serait dans le panel républicain des valeurs, etc. Non. La laïcité, fondamentalement, est un exercice démocratique. C'est la possibilité de reconnaître à l'autre les mêmes droits que soi. C'est l'expérience de l'égalité. C'est ça la laïcité c'est de ne pas juger en fonction de ce que l'autre peut être mais c'est de considérer que quelque qu'il soit il est l'égal de moi. Et donc pourquoi je disais qu'il fallait être accueillant c'est que cet exercice de la laïcité dans la manière d'expérimenter l'égalité je pense que c'est un ressort qui est un ressort républicain et qui est un ressort que la culture permet. Parce que je dirai dans cette fabrication d'une connaissance culturelle et d'une approche qui introduit aussi les valeurs et bien on a la possibilité d'être déporté de ce que l'on est pour accepter ce que l'on pourrait être ou ce que l'on pourrait devenir.

Voilà pourquoi je termine en disant que c'est vraiment par l'exercice culturel dans les deux sens du terme. La culture définie comme un ensemble de pratiques et de reconnaissance de valeurs et de comportements et de connaissances dans la définition sociologique de Weber mais aussi la culture définie comme cette constitution d'un corpus qui nous identifie personnellement et collectivement à partir de la création et de son histoire. Donc la chance du patrimoine c'est d'être des lieux, c'est toujours beaucoup plus facile de se sentir chez soi dans un lieu. Pourvu que les Centres culturels de rencontre puissent devenir des centres européens aussi de ressources dans lesquels on se sent un peu européen chez nous.

Tiffany Fukuma :

Merci beaucoup Catherine Trautmann. Je vais peut-être laisser la parole au public pour voir s'il y a des questions pour vous, on a encore dix, quinze minutes devant nous.

La salle :

Oui par rapport à la question de l'universel parce qu'effectivement ce qui est passionnant surtout avec la Convention de l'Unesco c'est qu'elle a déclaré un patrimoine mondial de l'humanité qui est situé dans un pays mais qui est de l'humanité. Donc en vous écoutant je me suis redis : qu'est-ce que de dire que, dans chaque pays européen, nous avons un patrimoine de l'humanité et pas un patrimoine national ? Est-ce que c'est pas plus important aujourd'hui parce que finalement, ici, dans cette Saline, ce qui est important c'est qu'à un moment des hommes et des femmes peu importe de quel pays ils ont pu penser à faire un travail pour construire du sel mais en même temps ils étaient bourguignons, franc-comtois, français, suisses peu importe. Ce qui importe c'est le geste, c'est ce qu'ils nous donnent comme transmission, comme transition.

Et vous avez évoqué aussi cette question de l'accueil, aujourd'hui nous sommes aussi dans cette question de récit et que finalement si on nationalise trop un patrimoine il devient un récit de fierté qui finalement finit par exclure l'autre. Comme je suis franco-grec, je vais donner un exemple : Tagore quand il arrive à Athènes, le grand poète indien, en 1923 il va visiter l'Acropole et il finit en pleurs. Pourquoi est-ce qu'il a pleuré ? Et bien il a pleuré parce qu'il a dit « la civilisation qui a voulu complètement transformer notre civilisation - c'est-à-dire l'empire britannique - a basé sa gloire sur ce modèle d'Athènes de l'Acropole qui finalement pour moi, Indien, est un monument laid ». Il était laid pour lui parce qu'effectivement c'était un modèle de domination. Donc aujourd'hui, pour nous lier aussi à la question plus verte et plus juste, on est dans un continent qui a apporté la modernité, qui a été à la fois positive et négative, positive parce qu'on a pu acquérir de nouveaux savoirs, des nouvelles compétences, on sait aussi ce qui s'est passé avec la colonisation donc je reviens aussi sur la décolonisation et on sait aussi que la modernité elle a fait un peu fi de son pendant qui était la destruction de nos ressources.

Est-ce qu'au niveau européen on peut porter déjà cette question-là de dire que le patrimoine c'est un patrimoine de l'humanité situé dans des pays européens évidemment mais qui est aussi significatif de nos humanités ? Et deux, est-ce qu'on peut lier cette question pour dire ces patrimoines-là, matériels et immatériels, doivent nous servir justement pour ce débat démocratique, culturel, plus global de l'accueil, de la façon de penser quelque chose de plus universel de nouveau ? On est dans un lieu d'utopies universelles parce qu'on a appris, on a revu que Nicolas Ledoux pensait qu'effectivement que grâce à l'utopie on pouvait n'avoir ni hôpitaux, ni prison mais je pense que ces utopies-là sont nécessaires pour vivre. Comment est-ce que vous nous conseillez ou pensez porter ce débat-là pour les élections à venir qui vont être des défis européens et nationaux ?

Catherine Trautmann :

Alors c'est une vraie question parce que vous le savez les institutions internationales ont toutes leurs prés carrés. Le patrimoine de l'Unesco c'est le patrimoine de l'Unesco mais ceci dit, ça n'empêche pas que ça existe pour les villes. Il y a une association des villes du patrimoine mondial qui coopèrent entre elles, qui travaillent, et c'est intéressant parce qu'un certain nombre de ces villes se sont engagées dans une politique bas carbone. J'aurais bien aimé, par exemple, que Strasbourg s'engage aussi dans la stratégie la plus exigeante parce qu'il se trouve que j'ai contribué à écrire le plan climat de cette ville, j'en ai été l'auteur principal donc si vous voulez la transition énergétique c'est pour moi une pratique c'est pas seulement une théorie c'est voir comment on conçoit le tout.

Ça peut être une proposition vraiment, je pense que ça peut être tout à fait intéressant parce que ça permet aussi de contourner par rapport à des pays dont je vois bien qu'ils ont une espèce de nostalgie nationale et je crains les pays qui ont une nostalgie nationale. Vous savez il y a un philosophe allemand qui a dit « l'Europe s'est créée par association de pays

qui abandonnaient tout désir d'empire ». Vous voyez que la Turquie n'a pas abandonné tout désir d'empire mais si vous voyez un peu la Pologne c'est pas toujours évident non plus, que l'idée de la grande Serbie ça existe encore, on peut avoir plusieurs exemples donc le problème n'est pas écarté. Si on veut dépasser les frontières parce que vous avez vu comment elles sont revenues avec la crise Covid. Si le maire voisin ne nous avait pas appelé pour nous dire "le land et l'état fédéral allemand a décidé de fermer les frontières avec la France" mais nous on avait les gens qui étaient coincés parce que tous les jours vous avez les transfrontaliers, vous avez plusieurs dizaines de milliers de personnes qui passent la frontière. On avait oublié qu'il y avait eu des frontières et tout d'un coup il fallait que la frontière soit refermée pour éviter la propagation du virus du Covid. C'était très surprenant.

Et je parlais des murs, je pense qu'aujourd'hui quand on revient sur la construction de murs ou de grandes clôtures, vous avez eu ça aux Etats-Unis avec le Mexique, vous avez eu ça du côté israélien, vous avez ça du côté polonais, vous avez ça contre la Biélorussie, vous avez ça maintenant en Finlande. Les gens pensent que le mur est une protection. Vous avez vu comment la Russie instrumentalise les migrants, contre la Finlande, qu'ils amènent en vélo, alors que l'hiver arrive, à la frontière parce qu'ils savent très bien et pertinemment que le droit finlandais oblige à porter secours à quelqu'un qui est démuné dans l'hiver.

Donc si on veut éviter de continuer avec la crise migratoire, il va falloir travailler autrement et prendre cette question différemment. Il suffit pas de dire qu'il faut une politique européenne de la migration, même une politique nationale, il faut que dans cette vision de la coopération entre pays européens, on ne se cantonne pas à penser qu'on va s'en sortir en laissant reconstruire des murs aux frontières de l'union. Enfin moi je le vis comme quelque chose de difficile parce que j'ai vu à quel point c'était compliqué d'ouvrir les frontières à un moment donné. C'est plus vite fait de les refermer et de mettre des murs que de les ouvrir. Et les frontières sont toujours dans les mentalités.

Donc il faut qu'on ait une attitude un peu proactive je dirai, faut peut-être aussi qu'on puisse plus se faire confiance. On parlait tout à l'heure des tiers de confiance et bien c'est un petit peu ça aussi le sujet. C'est d'avoir un peu confiance dans l'itinéraire des pays voisins, des peuples aussi et pas uniquement des dirigeants. Moi je pense qu'aujourd'hui l'Europe est malade parce qu'elle est pensée d'abord par et pour ses dirigeants et pas assez pour ses peuples. Mais c'est compliqué parce qu'il faut beaucoup de monde à prendre en compte. Mais la faiblesse politique, la faiblesse, regardez aujourd'hui le manque de leadership. On disait tout à l'heure dans la table qu'il faut un leadership, je veux pas être méchante mais je vais l'être quand même un peu, aujourd'hui quelles sont les personnes, quels sont les dirigeants qui peuvent ou les leaders qui peuvent porter un projet de cette nature ? Tout le monde a peur. On a peur de quoi ? de nous ? de notre faiblesse parce qu'on arriverait pas à être à peu près cohérent avec ce qu'on a toujours fait ?

Moi je suis étonnée des fois donc je me dis heureusement on peut être dans des lieux comme le vôtre aujourd'hui, moi je peux dire des choses que je peux pas dire le reste du temps donc j'en profite. Mais c'est vrai que j'aimerais aussi que les Européens s'emparent de ces sujets en se disant c'est quand même de moi qu'il s'agit, je suis un citoyen d'un pays mais je suis un citoyen européen et ça me donne des droits, et ça me donne la possibilité de m'exprimer et ça me donne la capacité de peser sur les choix d'un environnement qui permettra mieux qu'au niveau national de régler les problèmes de transition climatique et c'est ça finalement le problème qu'il faut bien entendre : c'est qu'on pourra faire tous les efforts qu'on veut à l'échelle où on est, si on veut avoir les effets portés de la réduction des gaz à effet de serre et la réduction des températures, c'est quand même l'échelle de l'Europe qui est la plus performante. Donc merci d'avoir choisi de poser cette question, elle est excellente et merci surtout de vous y engagez.